



LA PEUR

DOIT CHANGER DE CAMP

Ce jeudi 15 janvier 2026, FO JUSTICE Douai a été reçu par la direction afin d'évoquer plusieurs dossiers en cours.

À cette occasion, Madame la Directrice a souhaité attirer notre attention sur la situation d'un agent accusé, à tort, d'avoir pris des initiatives personnelles lors d'un week-end, en menant une lutte active contre les téléphones portables en détention.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre : insultes, pressions et surtout menaces explicites visant cet agent jusque dans sa vie extérieure.

Face à cette situation, la décision prise par l'administration a été... d'écarter l'agent de la détention « pour sa propre sécurité ».

Si la sécurité et l'intégrité des personnels doivent rester une priorité absolue, **FO JUSTICE** s'interroge : **ne prend-on pas le problème à l'envers ?**

Après vérification auprès de l'agent concerné, il apparaît clairement que les téléphones découverts, une dizaine, ne résultaient en aucun cas d'une initiative personnelle, mais bien d'ordres donnés par des gradés et des officiers.

À la Maison d'Arrêt de Douai, les téléphones portables constituent un fléau quotidien. Il suffit littéralement de se baisser pour en ramasser.

Certains agents en ont déjà payé le prix fort, jusqu'à être photographiés à leur insu et exposés sur les réseaux sociaux.

Le Garde des Sceaux lui-même a fait de la lutte contre les téléphones portables une priorité nationale. Dès lors, il est inadmissible de reprocher aux agents d'appliquer strictement les consignes et d'effectuer leur travail avec professionnalisme.



FO JUSTICE ne tolérera jamais qu'un agent soit écarté pour satisfaire les plaintes de détenus dont les trafics sont perturbés.

FO JUSTICE exige le transfert immédiat des individus à l'origine de ces menaces.

UN MESSAGE CLAIR DOIT ÊTRE ENVOYÉ : FORCE DOIT RESTER À LA LOI.

Madame la Directrice, un changement radical de cap s'impose. **LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP.**

Le management du personnel à Douai continue de susciter de vives inquiétudes. La récente refonte des équipes, avec des agents déplacés d'office, sans transparence, lors d'un CSA tenu avec la seule organisation syndicale représentative, en est une nouvelle illustration.

À ce jour, nous attendons toujours le compte rendu de ce CSA.

Les agents pénitentiaires ne sont ni des pions ni des marionnettes. Derrière chaque décision administrative, ce sont des vies de famille qui sont impactées.

Aujourd'hui, le mal est fait.

